

AUTRICHE

République d'Autriche

CAPITALE : Vienne

SUPERFICIE : 83 858 km²

POPULATION : 8 087 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Thomas Klestil

CHEF DU GOUVERNEMENT : Viktor Klima

LANGUE OFFICIELLE : allemand

PEINE DE MORT : abolie

AUTRICHE

Amnesty International a reçu de nouvelles informations faisant état de mauvais traitements infligés à des détenus par des policiers. La plupart de ces allégations concernaient des ressortissants autrichiens ou étrangers d'origine non européenne. Dans certains cas, les policiers auraient proféré des propos racistes. Un ressortissant étranger est mort, lors de son renvoi forcé, après avoir été bâillonné et ligoté par des policiers.

Contexte

Les citoyens autrichiens ont élu une nouvelle assemblée législative le 3 octobre, lors d'un scrutin marqué par une forte montée du principal parti d'extrême droite. Celui-ci a mené une campagne ouvertement xénophobe comme en ont témoigné notamment les affiches appelant à faire cesser « *l'afflux d'étrangers et les abus du système d'asile* ». Au vu de ces résultats, à la fin de l'année le démantèlement de la coalition traditionnelle entre le *Sozialistische Partei Oesterreichs* (SPÖ, Parti social-démocrate) et le *Oesterreichische Volkspartei* (ÖVP, Parti populaire), semblait imminent.

Organisations intergouvernementales

Au cours de l'année, l'Autriche a fait l'objet d'un examen par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (couramment appelé le Comité européen pour la prévention de la torture, CPT) et par le Comité des Nations unies contre la torture. En septembre, le CPT a séjourné douze jours en Autriche au titre de sa troisième visite périodique dans le pays. Les conclusions de son rapport n'avaient pas été publiées à la fin de 1999. En novembre, la délégation autrichienne a comparu devant le Comité des Nations unies contre la torture, qui a relevé avec préoccupation que « *des mauvais traitements par la police continuaient d'être dénoncés* ». Le Comité a recommandé que « *des instructions claires [soient] données à la police par les autorités compétentes, afin d'éviter tout mauvais traitement par les fonctionnaires de police* ». Ces instructions devaient « *souligner que les mauvais traitements de la part des responsables de l'application de la loi ne [seraient] pas tolérés, [feraient] sans délai l'objet d'une enquête et [seraient] réprimés, si une violation [était] établie, en application de la loi* ».

Allégations de brutalités policières

Amnesty International a reçu de nouvelles informations faisant état de mauvais traitements infligés à des détenus par des policiers. La majorité des plaintes émanaient de ressortissants autrichiens ou étrangers d'origine non européenne, qui déclaraient avoir été maltraités par des policiers, souvent à l'occasion de contrôles d'identité. La plupart ont affirmé avoir été roués de coups de pied, de poing ou de genou, matraqués et aspergés de gaz poivre après avoir été maîtrisés. Amnesty International s'est déclarée préoccupée par le fait que les enquêtes sur les allégations de mauvais traitements infligés par la police n'ont pas toujours été rapides ou impartiales, et qu'er

pouvait pas présenter de passeport, l'un des agents aurait recommencé à proférer des insultes racistes et à l'abreuver d'injures en affirmant que tous les Noirs étaient des trafiquants de drogue. Au cours de cet incident les policiers ont roué le docteur C. de coups jusqu'à ce qu'il s'évanouisse. Ils l'ont menotté tandis qu'il gisait inconscient sur le sol, puis l'ont à nouveau frappé après qu'il eut repris connaissance. À la suite de cette agression, le docteur C. a passé onze jours à l'hôpital pour y faire soigner ses blessures aux genoux et aux coudes. Plus tard, il a été inculpé de rébellion et de violences à l'égard de policiers. En août, un tribunal a rejeté la demande reconventionnelle des deux policiers, qui affirmaient avoir été physiquement agressés par le docteur C., mais a confirmé le chef de rébellion et condamné le prévenu à une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis. Le juge a statué que les deux policiers étaient coupables de blessures volontaires sur la personne du docteur C. et prononcé à l'encontre de chacun une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis. En octobre un tribunal administratif indépendant a jugé les policiers coupables de recours abusif à la force envers le détenu et leur a infligé un blâme pour avoir employé un langage raciste.

Racisme dans la police

Dans plusieurs cas de mauvais traitements présumés, les policiers auraient insulté les détenus et tenu des propos racistes. Amnesty International a également reçu des informations donnant à penser que le racisme au sein de la police n'est pas l'apanage des fonctionnaires subalternes.

✓ En octobre, Amnesty International s'est déclarée préoccupée par l'attitude d'un haut gradé de la police membre des services de sécurité de Vienne-Donaustadt, qui se serait permis des commentaires racistes en présence d'une trentaine de policiers subalternes, au cours d'un stage de formation à la fin août. Il aurait déclaré aux policiers : « *Les Noirs, il faut d'abord les frapper, puis leur demander leur nom.* »

Contre-accusations lancées par des policiers

Les détenus qui déposaient plainte contre des policiers pour mauvais traitements risquaient d'être amenés à répondre de chefs d'inculpation tels que rébellion, coups et blessures ou diffamation à l'encontre des policiers chargés de leur arrestation. En novembre, le Comité contre la torture a affirmé que « *les personnes qui pourraient porter plainte pour des violences commises par des fonctionnaires de police [pouvaient] être dissuadées de le faire par les dispositions permettant à la police d'accuser de diffamation la personne qui porte plainte contre eux.* » Aux termes du droit autrichien, le délit de diffamation est passible d'une peine d'emprisonnement ou d'amende, selon la gravité des allégations.

Cette menace d'accusation de diffamation est également utilisée contre les témoins, en violation du principe selon lequel les témoins oculaires doivent être protégés contre les mauvais traitements ou les manœuvres d'intimidation.

✓ Au mois de mars, dans une affaire de coups et blessures que la police aurait infligés à Mohammed Ali Visila, citoyen français d'origine africaine, cinq témoins ont été menacés d'être accusés de diffamation par un haut responsable d'un syndicat de la police.

Mort au cours d'un renvoi forcé

Le 1er mai, un citoyen nigérian, Marcus Omofuma, est décédé lors de son renvoi de Vienne vers le Nigéria. Il serait mort asphyxié à bord de l'avion, en présence de trois policiers autrichiens, après avoir été ligoté et bâillonné. Amnesty International s'est déclarée préoccupée à l'idée que le traitement infligé à Marcus Omofuma par les policiers pourrait avoir été, directement ou indirectement, à l'origine de sa mort. Au mois de novembre le Comité des Nations unies contre la torture a déploré l'insuffisance des mesures de protection prévues pour les individus frappés d'un arrêté d'expulsion.

L'enquête ouverte par la suite a révélé que le type de méthodes de contrainte autorisées au cours d'une procédure d'expulsion n'était pas clairement précisé. Le fait que le ministre de l'Intérieur, des hauts gradés de la

Après le décès de Marcus Omofuma, les autorités autrichiennes ont créé un Comité consultatif des droits humains, constitué de représentants du gouvernement et d'organisations non gouvernementales. Ce Comité est chargé de superviser divers problèmes relatifs aux droits humains en Autriche et d'en débattre. Dans son premier rapport, publié en octobre, ce Comité a examiné les conséquences des renvois forcés en matière de droits humains.

Visites d'Amnesty International

Des délégués d'Amnesty International se sont rendus en Autriche en juin et ont rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales, des avocats et des victimes présumées de mauvais traitements infligés par la police.